

Revenus des ménages

En 2005, le revenu disponible brut des ménages a augmenté de 3,0% (après 3,1% en 2004). La croissance des revenus d'activité a été soutenue par le dynamisme de la masse salariale, dans un contexte de croissance de l'emploi, et ce malgré l'infléchissement de l'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels et l'accélération des impôts versés par les ménages en lien avec le relèvement de taux et l'élargissement de l'assiette de la CSG. Au total, compte tenu de la décélération des prix, le pouvoir d'achat a augmenté de 1,8% (contre 1,6% en 2004).

Au premier semestre de 2006, le revenu disponible brut augmenterait de 1,6% (en glissement), porté par le dynamisme des revenus d'activité. Les impôts versés par les ménages et les prestations reçues progresseraient moins vite, tandis que les dividendes accéléreraient. La croissance du pouvoir d'achat serait de 1,2% (en glissement semestriel).

Le dynamisme des revenus d'activité se poursuivrait début 2006

En 2005, les revenus d'activité ont augmenté de 2,6% (après 2,9% en 2004).

L'EBE des entrepreneurs individuels⁽¹⁾ a marqué le pas (-0,1% en moyenne annuelle en 2005), en lien avec la baisse de valeur ajoutée de l'agriculture de 10% en 2005. Cette estimation de l'EBE des entre-

preneurs individuels est revue à la baisse (+1,8% prévu en décembre) en raison de la révision de la production agricole⁽²⁾.

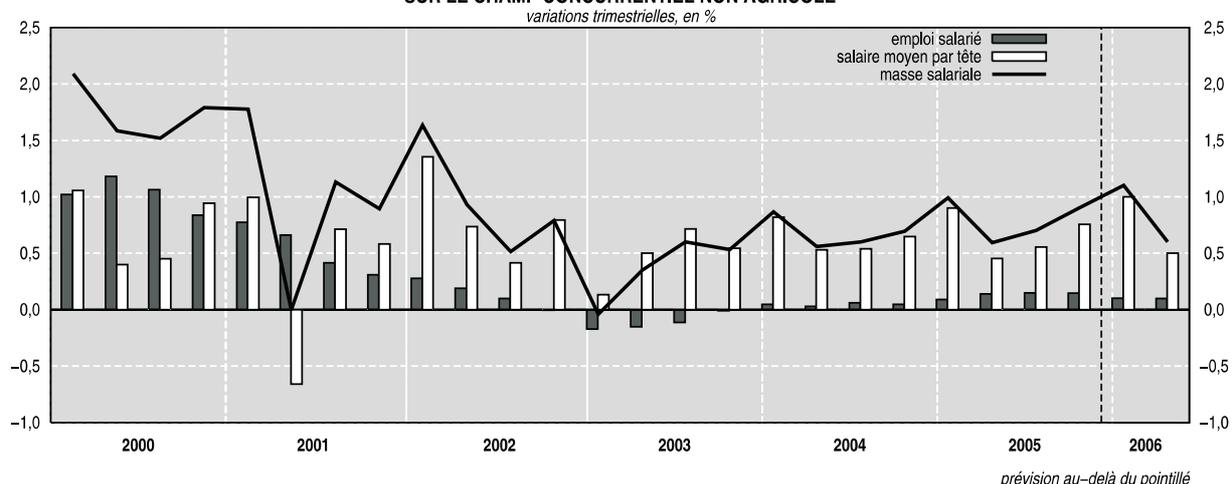
Cependant, la masse salariale reçue par les ménages a accéléré (+3,0% après +2,8%). Cette évolution s'explique principalement par le secteur marchand non agricole, dont la masse salariale a augmenté de 3,0% essentiellement sous l'effet du dynamisme du salaire moyen par tête (cf. graphique 1), sans croissance forte de l'emploi.

Au premier semestre de 2006, la bonne tenue des revenus d'activité se confirmerait (+1,7% après +1,6% au second semestre de 2005), toujours poussée par le salaire par tête dans le secteur principalement marchand non agricole. Le redressement de l'EBE des entrepreneurs individuels, déjà observé sur la fin de l'année 2005, se poursuivrait début 2006. Enfin, l'EBE des ménages purs (ménages hors entrepreneurs individuels), i.e. les loyers que les particuliers propriétaires de logement perçoivent ou pourraient percevoir s'ils mettaient leur bien en location, corrigés de la taxe foncière, ralentirait très légèrement.

(1) L'EBE des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle et éventuellement les membres de sa famille et contient également le profit réallisé en tant qu'entrepreneur.

(2) Après une année 2004 très bonne, la production de l'agriculture est revenue à un niveau plus modéré en 2005.

1
DÉCOMPOSITION DE LA MASSE SALARIALE DES MÉNAGES
SUR LE CHAMP CONCURRENTIEL NON AGRICOLE



DE LA MASSE SALARIALE DES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES À CELLE REÇUE PAR LES MÉNAGES

	(évolution en %)										
	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	2004		2005		2006	2003	2004	2005	2003	2004	2005
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Entreprises non financières (ENF) (66%)	1,6	1,5	1,6	1,7	1,8	1,4	3,1	3,3	1,7	2,8	3,2
<i>dont : Salaire moyen par tête</i>	1,5	1,4	1,4	1,4	1,6	1,8	2,9	2,9	2,0	2,8	2,8
Entreprises financières (5%)	-0,2	0,8	1,9	1,5	1,8	3,2	0,6	3,4	4,3	0,8	2,8
Administrations publiques (24%)	1,4	0,8	1,3	1,3	1,3	3,2	2,2	2,6	2,9	2,8	2,3
Ménages hors EI (2%)	1,2	4,3	1,7	3,8	1,1	3,7	5,6	5,6	3,5	4,7	5,8
Masse salariale brute reçue par les ménages (100%)	1,5	1,4	1,5	1,7	1,6	1,8	2,9	3,2	2,0	2,8	3,0
<i>dont : Secteurs concurrentiels non agricoles</i>	1,4	1,3	1,6	1,6	1,8	1,4	2,7	3,2	1,7	2,6	3,0

Prévision

NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2002.

Les prestations sociales progresseraient sur un rythme plus modéré en 2006

Les prestations sociales ont augmenté sensiblement en 2005, comme en 2004 (+4,0% les deux années). Deux mesures contribuent à expliquer ce dynamisme : la mise en place de la « prestation accueil jeune enfant » (PAJE) a soutenu le rythme de croissance des prestations familiales tandis que les prestations vieillesse ont augmenté fortement, en lien avec la montée en charge des départs anticipés à la retraite. L'adossement du régime de retraite d'EDF-GDF au régime général s'est traduit par une diminution en début d'année des prestations directes d'employeurs au profit des prestations de sécurité sociale. Ce transfert est neutre sur le total des prestations sociales en espèces reçues par les ménages.

Début 2006, les prestations sociales augmenteraient à un rythme annuel moins soutenu. L'acquis s'élèverait à 2,5% à la fin du premier semestre de 2006. En effet, avec la fin de la montée en charge des départs anticipés, les prestations vieillesse progresseraient moins vite. Elles resteraient néanmoins dynamiques. Après un net infléchissement en 2005,

les prestations chômage continueraient de diminuer dans un contexte de poursuite de la baisse du chômage (cf. fiche « Chômage »).

Les prélèvements obligatoires resteraient dynamiques en 2006

En 2005, les impôts versés par les ménages ont accéléré sensiblement (+6,1% après +2,4% en 2004). L'accélération de l'assiette de l'impôt sur le revenu l'année passée, les mesures mises en place en 2005 sur la CSG (relèvement de taux et élargissement de l'assiette, cf. fiche « Eléments du compte des administrations publiques ») ainsi que le dynamisme de l'impôt sur la fortune y ont contribué.

Début 2006, la croissance des impôts versés par les ménages resterait vigoureuse, mais néanmoins en retrait par rapport à l'année 2005. Le dynamisme des revenus d'activité en 2005 et début 2006 soutiendrait la croissance des impôts sur les revenus (impôt sur le revenu et CSG notamment). La taxe d'habitation progresserait, quant à elle, sur un rythme proche de celui de 2005. Parallèlement, les cotisations sociales salariées accéléreraient début

LES TRANSFERTS SOCIAUX REÇUS ET VERSÉS PAR LES MÉNAGES

	(évolution en %)										
	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	2004		2005		2006	2003	2004	2005	2003	2004	2005
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100%)	2,2	1,6	2,3	1,2	1,6	3,9	3,8	3,6	4,2	4,0	4,0
Prestations de Sécurité Sociale (70%)	2,2	1,8	3,3	1,0	1,6	4,4	4,1	4,4	4,6	4,1	5,1
Prestations de régimes privés (7%)	-0,3	0,9	2,8	-0,1	1,1	4,4	0,6	2,7	5,3	3,2	3,2
Prestations directes d'employeur (14%)	2,6	2,2	-2,3	2,5	1,9	3,7	4,8	0,2	3,6	4,8	0,0
Prestations d'assistance sociale versées par les administrations (9%)	3,3	-0,8	1,9	1,9	1,6	-0,3	2,4	3,9	1,1	3,0	2,4
Total des prélèvements sociaux	1,7	1,7	1,5	2,1	2,3	3,5	3,4	3,7	3,8	3,1	3,5
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100%)	1,7	1,6	2,1	2,0	2,3	3,5	3,4	4,2	3,8	3,1	4,0
<i>dont : Cotisations des employeurs⁽¹⁾ (64%)</i>	1,6	2,1	2,1	2,2	2,1	3,2	3,8	4,4	3,5	3,0	4,4
<i>Cotisations des salariés (29%)</i>	1,5	2,0	1,5	2,0	2,9	4,5	3,6	3,5	4,8	3,1	3,6
<i>Cotisations des non-salariés (7%)</i>	3,2	-4,5	4,8	0,5	2,9	2,4	-1,5	5,2	2,1	4,3	2,1

Prévision

NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2002.

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale : elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

REVENU DISPONIBLE BRUT DES MÉNAGES

(évolution en %)

	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	2004		2005		2006	2003	2004	2005	2003	2004	2005
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Revenu disponible brut (100%)	1,6	1,5	1,0	2,2	1,6	0,7	3,2	3,2	1,7	3,1	3,0
dont :											
Revenus d'activité (70%)	1,6	1,2	1,1	1,6	1,7	2,1	2,8	2,7	2,1	2,9	2,6
Salaires bruts (60%)	1,5	1,4	1,5	1,7	1,6	1,8	2,9	3,2	2,0	2,8	3,0
Excédent brut d'exploitation (10%) des entrepreneurs individuels	2,2	-0,1	-1,1	1,1	2,4	3,7	2,1	0,1	2,7	3,5	-0,1
Prestations sociales en espèces (29%)	2,2	1,6	2,3	1,2	1,6	3,9	3,8	3,6	4,2	4,0	4,0
Revenus de la propriété (10%)	3,6	1,7	0,7	1,9	2,0	-5,6	5,4	2,6	-7,0	3,5	2,7
Prélèvements sociaux et fiscaux (-23%)	2,1	1,4	4,6	-0,3	3,0	8,1	3,5	4,3	3,7	2,8	4,9
Cotisations des salariés (-8%)	1,5	2,0	1,5	2,0	2,9	4,5	3,6	3,5	4,8	3,1	3,6
Cotisations des non-salariés (-2%)	3,2	-4,5	4,8	0,5	2,9	2,4	-1,5	5,2	2,1	4,3	2,1
Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-13%)	2,2	1,8	6,5	-1,6	3,1	11,2	4,1	4,7	3,3	2,4	6,1
Revenus hors impôts	1,7	1,6	1,7	1,7	1,7	1,9	3,3	3,4	1,9	3,0	3,4
Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)	0,9	0,6	0,4	0,7	0,4	1,3	1,5	1,1	1,2	1,5	1,2
Pouvoir d'achat du RDB	0,8	0,9	0,6	1,5	1,2	-0,6	1,7	2,1	0,5	1,6	1,8

■ Prévission

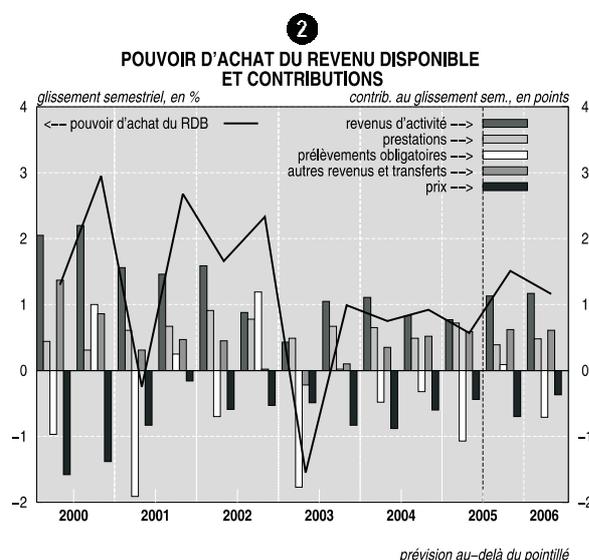
NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2002.

2006, en lien avec les hausses de taux de cotisations (cf. encadré). Au total, l'acquis des prélèvements obligatoires serait de 2,9% à la mi-2006.

Au total, le pouvoir d'achat augmenterait de 1,2% au premier semestre de 2006

Fin 2005, le pouvoir d'achat a accéléré nettement (+1,5% après +0,6% au premier semestre de 2005). La croissance de la masse salariale a été soutenue tout au long de l'année 2005, tandis que l'EBE des entrepreneurs individuels s'est redressé sur le second semestre et la progression des impôts a ralenti, en contrecoup d'une croissance particulièrement forte sur le début de l'année 2005.

A la fin du premier semestre de 2006, l'acquis de croissance du revenu disponible brut s'établirait à 2,9%. Le dynamisme de la masse salariale se poursuivrait, et le redressement de l'EBE des entrepreneurs individuels se confirmerait. L'accélération des dividendes versés par les entreprises amplifierait ce mouvement. Bien que soutenue, la croissance des prélèvements obligatoires ne viendrait pas entamer le dynamisme général des revenus. Les prestations sociales, quant à elles, se maintiendraient au rythme de croissance de fin 2005, moins élevé qu'auparavant. L'acquis de croissance des prix s'établirait à 0,8%, ce qui se solderait par un acquis de croissance de 2,1% du pouvoir d'achat des ménages à la fin du premier semestre de 2006. ■



Un rappel des évolutions des taux de cotisations et prélèvements sociaux depuis 2005 est ici présenté ainsi que leurs effets sur le revenu des ménages (pour les cotisations) ou sur les recettes fiscales (pour les contributions).

Les évolutions des taux des prélèvements ayant joué sur l'année 2005

Le PLFSS comporte plusieurs dispositions concernant les contributions et impôts : la contribution sociale généralisée (CSG) ainsi que la contribution additionnelle à la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) à compter du 1^{er} janvier 2005.

Plus précisément, ces changements portent :

- sur les revenus d'activité des salariés, extension de l'assiette de CSG (et de la CRDS) de 95 à 97% des montants imposables et déduction pour frais professionnels réduite à due concurrence,
- sur les pensions de retraite et d'invalidité et les allocations de préretraites imposables, relèvement du taux de cotisation de 6,2% à 6,6%,
- sur les revenus du patrimoine et les revenus de placements, relèvement du taux de 7,5% à 8,2%,
- sur les produits de jeux, rehaussement du taux de 2 points de 7,5 à 9,5%, le taux majoré applicable aux gains d'un montant supérieur à 1 500 € passant de 10 à 12 %,
- sur le chiffre d'affaire des entreprises, création d'une contribution additionnelle de 0,03% à la C3S.

Les modifications d'assiette et de taux de CSG ont eu un effet direct sur les prélèvements opérés sur les ménages : Sur l'ensemble de l'année 2005, ces mesures ont contribué pour 1,7 point à la croissance des impôts sur le revenu versés par les ménages, soit 2,2 milliards d'euros supplémentaires.

Par ailleurs, le taux d'assurance garantie salaire (AGS) est passé, au 1^{er} avril, de 0,45% à 0,35% de la masse salariale.

Les changements de taux de cotisations depuis le premier janvier 2006

Au 1^{er} janvier 2006, plusieurs changements affectent les taux des cotisations sociales sur salaires :

- la hausse de la cotisation plafonnée d'assurance vieillesse de 14,75% à 14,95%, répartie à hauteur de 0,1 point pour l'employeur (8,30%) et 0,1 point pour le salarié (6,65%),
- la hausse de la cotisation salariée supplémentaire d'assurance maladie du régime local d'Alsace-Moselle de 1,7% à 1,8%,
- la hausse de la cotisation globale d'assurance chômage de 0,08 point, soit un total de 6,48%. Elle est répartie à hauteur de 0,04 point pour l'employeur (4,04%) et 0,04 point pour le salarié (2,44%),
- le taux minimum obligatoire de la cotisation Agirc est porté à 20,30%, soit une augmentation de 0,3 point,
- la hausse de la cotisation "accidents du travail" de 0,1 point (2,3%).

Au total, les augmentations de taux contribueraient pour 1,2 point à l'augmentation des cotisations sociales des employés au premier trimestre de 2006, l'équivalent de 270 millions d'euros, ce qui se traduirait par une contribution de 0,1 point environ à la baisse sur le revenu disponible brut au premier trimestre 2006.

Sans effet sur le revenu disponible des ménages, le taux de l'assurance garantie salaire (AGS) diminue au 1^{er} janvier 2006 de 0,1 point, de 0,35% à 0,25%. ■

Consommation et investissement des ménages

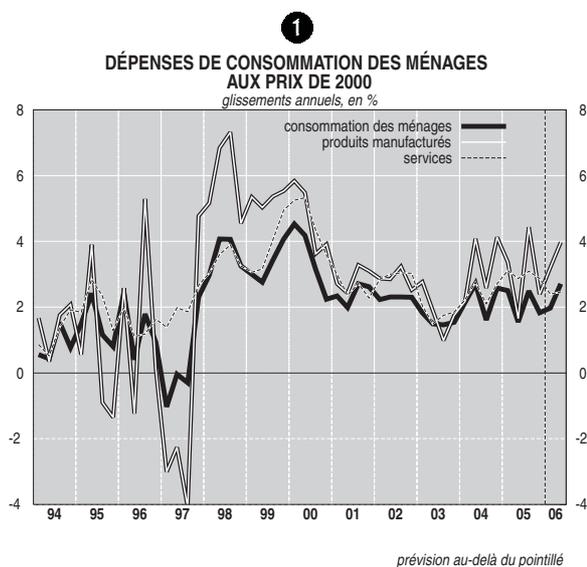
A l'exception accidentelle du deuxième trimestre 2005, la consommation des ménages a été dynamique tout au long de l'année dernière, reflétant la bonne orientation du pouvoir d'achat des revenus. Sur l'ensemble de l'année 2005, le taux de croissance de la consommation (+2,1%) est resté légèrement en deçà de l'année 2004 (+2,3%).

La croissance des dépenses des ménages se poursuivait à un rythme soutenu (entre +0,6% et +0,7% par trimestre) au premier semestre de 2006, stimulée par la poursuite de la hausse du pouvoir d'achat et la baisse graduelle du taux de chômage.

L'investissement des ménages, un peu moins dynamique au second semestre qu'il ne l'avait été au premier semestre de l'année 2005, repartirait sur un rythme soutenu jusqu'à la mi-2006.

La consommation des ménages est restée soutenue au quatrième trimestre de 2005

Les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de 0,7% au quatrième trimestre de 2005, comme au troisième trimestre. Le dynamisme de la deuxième moitié de l'année 2005 reflète le rebond du pouvoir d'achat (+1,5% en glissement sur le semestre).



La consommation des ménages en alimentation, notamment générale, s'est redressée très nettement au quatrième trimestre, à +1,7%, après la baisse des deux trimestres précédents. Au contraire, la dépense de consommation en énergie (aussi bien combustibles et carburants que gaz et électricité) accuse une baisse prononcée (-2,0%) qui peut s'expliquer par un début de trimestre plus chaud que la normale. La consommation des ménages en produits manufacturés s'est accrue plus modérément (+0,5%), mais ce mouvement était attendu après un troisième trimestre en hausse un peu exceptionnelle, la baisse sensible de la consommation en textile-cuir étant

DÉPENSES DE CONSOMMATION ET INVESTISSEMENT DES MÉNAGES

	Glissements trimestriels										Moyennes annuelles		
	2004				2005				2006		2004	2005	2006 acquis
	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.			
Dépenses totales de consommation des ménages	0,7	0,8	-0,2	1,3	0,6	-0,2	0,7	0,7	0,7	0,6	2,3	2,1	2,0
<i>dont :</i>													
Alimentation (16,9%)	0,6	0,4	-1,0	0,0	0,0	-1,6	-0,7	1,7	1,1	0,5	-0,4	-1,6	2,2
Énergie (7,5%)	0,5	-0,9	-0,7	1,7	0,4	-1,8	0,0	-2,0	0,4	0,1	1,1	-0,7	-1,5
Services (49,6%)	0,5	0,7	0,4	1,0	0,9	0,5	0,6	0,8	0,4	0,6	2,4	3,0	1,9
Produits manufacturés (27,0%)	1,0	1,5	-0,9	2,5	0,3	-0,1	1,8	0,5	1,1	0,6	3,2	3,0	2,8
Dépenses individualisables des administrations	0,4	0,8	-0,5	0,7	-0,1	0,0	1,5	0,2	0,3	0,6	2,2	1,2	1,6
Consommation effective totale	0,6	0,8	-0,2	1,2	0,4	-0,1	0,9	0,6	0,6	0,6	2,2	1,9	1,9
Investissement des ménages	0,4	1,6	0,5	0,8	0,7	1,1	0,4	0,5	0,8	0,9	3,1	3,1	2,3

Prévision

compensée par le dynamisme des biens durables et notamment de l'équipement du logement (électronique et meubles). On relève par ailleurs que, s'agissant des biens manufacturés de santé (c'est-à-dire essentiellement des médicaments), les dépenses des ménages se sont stabilisées au quatrième trimestre, alors que dans le même temps les dépenses individualisables des administrations ont très légèrement reculé.

La consommation des ménages en services a suivi un rythme de croissance supérieur à celui de la consommation en biens (respectivement +0,8% et +0,5% au quatrième trimestre). Cette évolution est due à la bonne tenue de la consommation en services de téléphonie.

La consommation resterait très dynamique jusqu'à la mi-2006

La consommation des ménages continuerait à évoluer sur un rythme soutenu au début de l'année 2006, reflétant la poursuite de la progression du pouvoir d'achat des revenus des ménages sur un rythme annualisé de 2,4%. La baisse graduelle du chômage y contribuerait également. Conjoncturellement, cette perspective est confirmée par l'orientation à la hausse en janvier des dépenses de consommation en produits manufacturés et des premiers indicateurs concernant l'alimentation.

Les dépenses de consommation des ménages en services de santé seraient en léger recul au premier trimestre de 2006, avant de repartir à la hausse sur un

rythme plus modéré. La consommation individualisable des administrations publiques en santé marquerait le pas.

L'investissement des ménages retrouverait une croissance soutenue

Au vu des dernières mises en chantier toujours stimulées par les tensions sur le marché de l'ancien, l'investissement logement retrouverait pour les deux premiers trimestres de 2006 le dynamisme dont il avait fait preuve au premier semestre de l'année 2005. L'investissement des ménages, bénéficiant des premiers effets du plan Borloo et de conditions de crédit toujours favorables, connaîtrait ainsi une accélération sur les deux premiers trimestres de 2006, sur un rythme de croissance de +0,8% puis +0,9%.

Le taux d'épargne des ménages resterait stable autour de 15,3%, tandis que le taux d'épargne financière continuerait de s'effriter

Le retour de la confiance, perceptible dans l'amélioration des soldes d'opinion des ménages sur la situation économique, dans un contexte de chômage en baisse, soutiendrait la consommation des ménages. Le taux d'épargne des ménages se stabiliserait donc à 15,3% au premier semestre 2006 tandis que le taux d'épargne financière continuerait de s'effriter en lien avec le dynamisme de l'investissement en construction. ■

Investissement

La hausse de l'investissement des entreprises en 2005 (+3,7 %) a résulté essentiellement de celle des dépenses en produits manufacturés (+6,2 %). Les dépenses en construction ont accéléré modérément. Les autres dépenses d'équipement ont, quant à elles, peu évolué (+0,4 %).

Après le fort rebond enregistré au second semestre 2005, notamment en produits manufacturés, l'investissement ralentirait légèrement au cours du premier trimestre 2006. L'investissement croîtrait de +0,5 % sur cette période.

Au deuxième trimestre 2006, les dépenses d'équipement retrouveraient un niveau de croissance moyen en lien avec des conditions de financement toujours favorables, une légère remontée des tensions sur l'appareil productif et la volonté affichée d'accélérer le développement des biocarburants.

En 2005, les entreprises ont augmenté leurs dépenses d'équipement en produits manufacturés

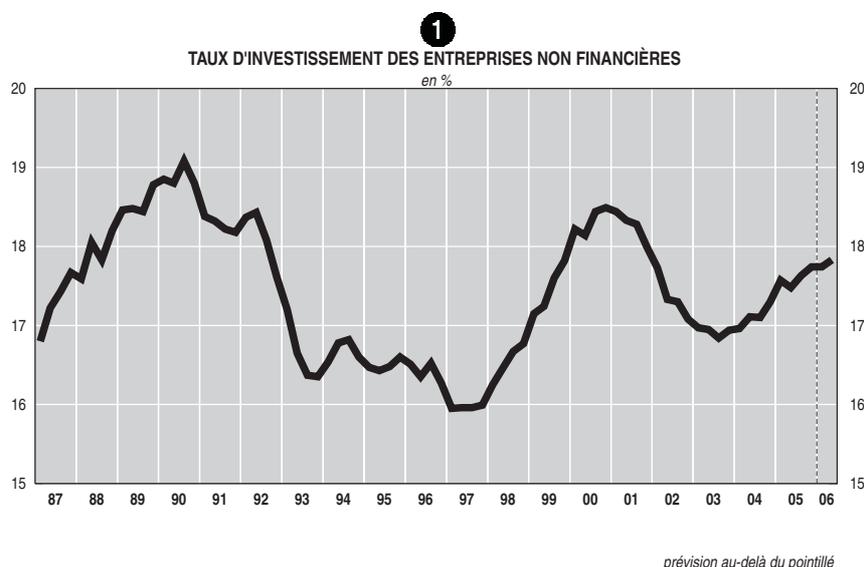
L'année 2005 se termine avec une progression de la FBCF de 1 % au quatrième trimestre. Ainsi, la formation brute de capital fixe (FBCF) des entreprises non financières (ENF) croît de près de quatre points en 2005 (+3,7 % en moyenne annuelle, cf. tableau 1).

Ce sont les investissements en produits manufacturés et surtout en biens d'équipement qui contribuent à ce dynamisme respectivement avec une croissance de 6,2 % et 7,1 % sur l'année 2005. Les dépenses des entreprises en construction augmentent également mais moins fortement (+2,0%). En revanche, les autres investissements effectués par les entreprises stagnent (+0,4 % seulement). Au total, le taux d'investissement a continué à croître en 2005, s'établissant à 17,7 % en fin d'année (cf. graphique 1). Il reste néanmoins inférieur de près d'un point au pic atteint à la fin de l'année 2000.

Les industriels se montrent prudents sur leurs perspectives d'investissement dans la dernière enquête de conjoncture sur les investissements.

L'enquête de conjoncture sur les investissements dans l'industrie du mois de janvier traduit un comportement prudent. La révision apportée par les industriels au montant de l'investissement 2006 est légèrement en deçà des précédentes intervenant habituellement en début d'année. En conséquence, l'indicateur des révisions sur les investissements⁽¹⁾, qui est avancé d'environ un trimestre sur les évolutions de la FBCF, prend une valeur presque nulle (cf. graphique 2).

(1) Cf. le dossier « Prévoir l'investissement des entreprises ? Un indicateur des révisions d'anticipations dans l'enquête Investissement dans l'industrie » dans la note de conjoncture de mars 2005.



INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES (ENF)

(évolution par produit aux prix de 2000, en %)

	Évolutions annuelles								
	2005				2006		2004	2005	2006 acquis
	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.			
Produits manufacturés	3,3	-0,1	1,4	2,7	0,5	1,0	3,2	6,2	4,0
Bâtiment et travaux publics	1,3	0,1	1,3	0,1	0,4	1,0	0,2	2,0	2,0
Autres	0,0	-2,4	1,6	-1,8	0,5	1,0	2,7	0,4	0,0
Ensemble des ENF	2,0	-0,6	1,4	1,0	0,5	1,0	2,4	3,7	2,5

■ Prévission

Ce constat doit être tempéré par l'évolution d'autres indicateurs qui préfigurent à l'inverse une poursuite de la croissance de l'investissement. Ainsi, dans l'enquête de conjoncture dans le commerce de gros, les intentions de commandes en biens d'équipement se sont stabilisées à un niveau élevé. Le solde d'opinion se situe au-dessus de sa moyenne de longue période (cf. graphique 3). Par ailleurs, ceci est confirmé par la forte croissance de l'indice de la production industrielle (IPI) en biens d'équipement depuis un an (+3,2% de novembre 2005 à janvier 2006 par rapport aux trois mêmes mois de l'année précédente). La FBCF en biens manufacturés augmenterait ainsi de 0,5 % au premier trimestre 2006.

Les autres dépenses d'investissement croîtraient sur des rythmes similaires. Les investissements en construction se consolideraient (+0,4%), conformément à la forte croissance des mises en chantier au cours du dernier trimestre 2005. Les températures relevées en janvier et février étant inférieures à la moyenne, un report des constructions du premier trimestre pourrait avoir lieu au bénéfice du deuxième. Au cours des derniers mois, un léger repli du solde relatif aux intentions de commandes en matériel informatique ramène ces dernières à un niveau moyen (cf. graphique 3). Aussi, les entreprises augmenteraient leurs investissements en service de 0,5 %.

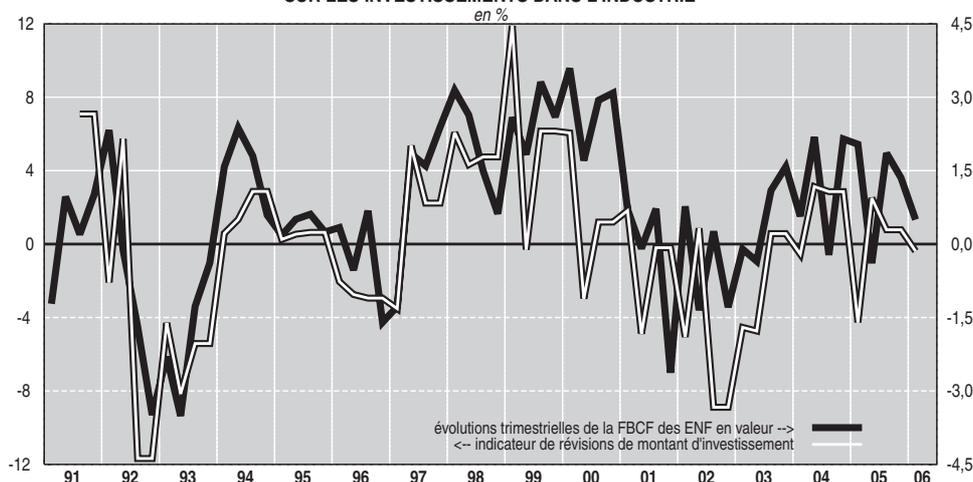
Au total, en contrecoup du quatrième trimestre 2005, la FBCF des ENF connaîtrait une évolution moins favorable au cours du premier trimestre 2006 avec une croissance de 0,5 %.

Des conditions de financement toujours favorables et une légère remontée des tensions sur l'appareil productif conduiraient les investissements à un rythme de croissance de 1,0% au deuxième trimestre 2006

Selon l'enquête de conjoncture sur les investissements dans l'industrie du mois d'octobre, les conditions globales de financement resteraient favorables à l'investissement pour 2006. Tout d'abord, le financement par la dette est particulièrement attractif. Dans cette enquête, les industriels nous indiquent que le niveau des taux d'intérêt réels est très stimulant pour les projets d'investissement. De plus, le financement par émission d'action apparaît favorable, comme l'indique la bonne tenue des cours boursiers depuis le début de l'année. Enfin, l'autofinancement reste à un niveau élevé. La baisse observée au cours du quatrième trimestre 2005 (cf. graphique 4) est artificielle. Elle correspond à un versement exceptionnel au cours du quatrième trimestre 2005 d'une partie de l'impôt sur les sociétés (cf. fiche « Éléments du compte des administrations publiques »).

En outre, d'après l'enquête de conjoncture sur l'activité dans l'industrie de janvier 2006, le taux d'utilisation des capacités de production (TUC) et les goulots de production retrouvaient leurs niveaux du début d'année 2005 : 83 % et 25 % respectivement (cf. graphique 5).

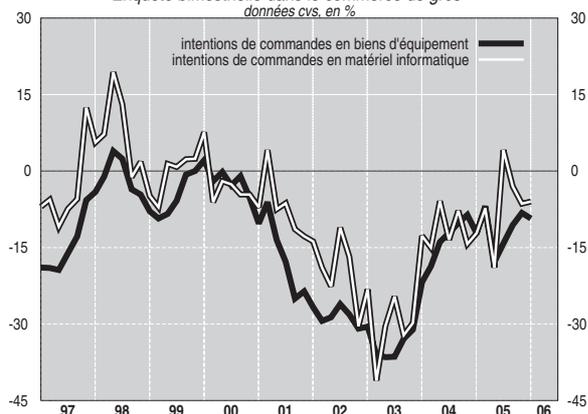
2
INDICATEUR DES RÉVISIONS DANS L'ENQUÊTE
SUR LES INVESTISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE



3

SOLDE D'OPINION SUR LE NIVEAU DES INTENTIONS DE COMMANDES (en mois n et n+1)

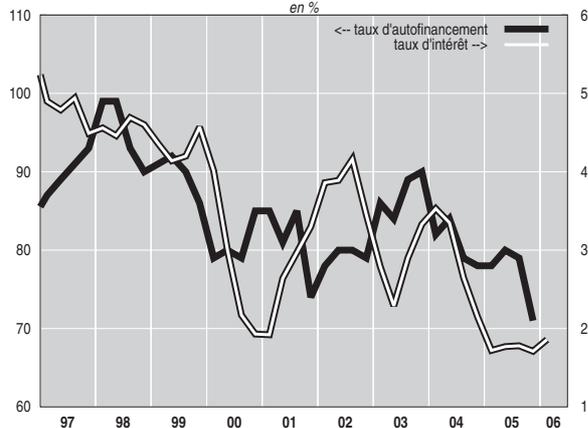
Enquête bimestrielle dans le commerce de gros
données cvs. en %



4

TAUX D'AUTOFINANCEMENT DES SNF* ET TAUX RÉEL A 10 ANS**

en %



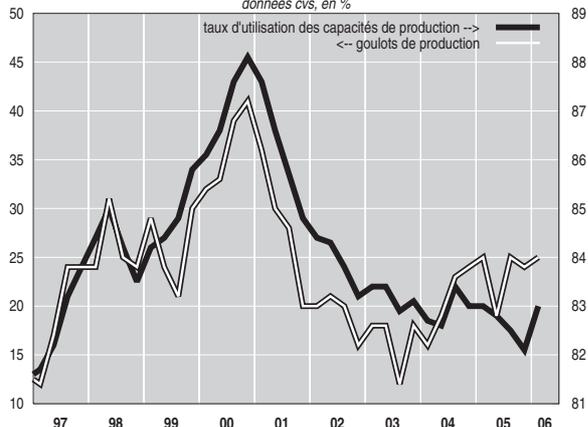
*Le taux d'autofinancement des SNF est le ratio de l'épargne des Sociétés Non Financières rapportée à leurs investissements.

** Le taux réel à 10 ans désigne ici l'emprunt phare à 10 ans, déflaté par l'indice des prix à la production de l'ensemble des biens et services.

5

TENSIONS SUR LES CAPACITÉS DE PRODUCTION

Enquête trimestrielle sur l'activité dans l'industrie
données cvs. en %



Enfin, le souhait d'accélérer le développement des biocarburants commencerait à avoir un impact sur l'investissement des industriels notamment par le biais de la création de nouvelles usines.

Ainsi, avec une hausse de 1,0 % au cours du deuxième trimestre 2006, l'investissement reprendrait un rythme de croissance proche de la moyenne observée sur les dix dernières années. ■

Stocks

Fin 2005, les variations de stocks déjà très dynamiques, ont encore augmenté. La contribution des variations de stocks à la croissance a ainsi été positive (+0,1%) au quatrième trimestre de 2005, essentiellement sous l'effet d'une amplification du stockage de produits manufacturés. Les principaux déterminants du comportement de stockage demeurant favorables, l'évolution des stocks resterait à des niveaux élevés : les conditions financières continueraient d'être accommodantes et la demande évoluerait encore sur un rythme soutenu au premier semestre de 2006. En outre, dans les enquêtes de conjoncture, les stocks étant jugés globalement en ligne avec les perspectives de production, une correction marquée du niveau des stocks industriels paraît peu envisageable à court terme. Dans ces conditions, les stocks continueraient de croître, sans toutefois accélérer. Les variations de stocks contribueraient négativement à la croissance au premier trimestre de 2006 (-0,1 point), puis seraient neutres au second trimestre.

Au quatrième trimestre de 2005, l'accélération du stockage s'explique par l'industrie manufacturière hors automobile

La contribution des variations de stocks à la croissance a été positive au quatrième trimestre de 2005 (+0,1 point), après avoir pesé sur l'activité au troisième trimestre (-0,3 point). Sur l'ensemble de l'année 2005, la contribution des variations de stocks à la croissance s'établit à +0,2 point (après +0,8 point en 2004). Cette contribution reflète un moindre stockage de produits énergétiques et de produits agroalimentaires, alors que le comportement de stockage de produits industriels est resté globalement dynamique (cf. tableau 1).

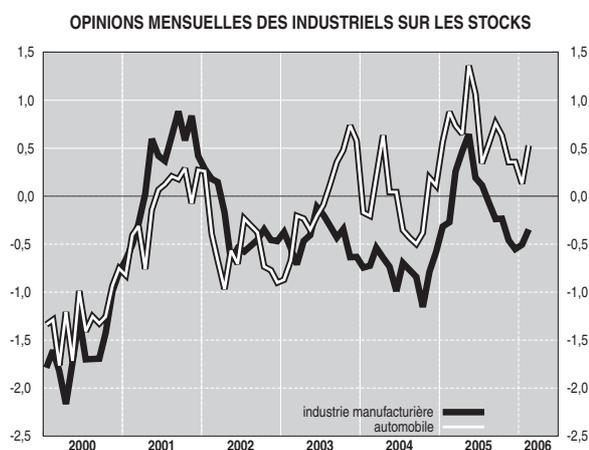
Au quatrième trimestre de 2005, la légère accélération du stockage s'explique essentiellement par l'industrie manufacturière : les variations de stocks de ce secteur contribuent en effet à elles seules pour 0,8 point à la croissance de la production manufacturière, soit 0,3 point de croissance du PIB. La contribution positive des variations de stocks de produits manufacturés s'explique par un restockage de biens intermédiaires (contribution de +0,3 point à la croissance du PIB), de biens d'équipements (+0,2 point) ainsi que de biens de consommation (+0,1). En revanche, les industriels du secteur de l'automobile

TABLEAU 1 : CONTRIBUTION DES VARIATIONS DE STOCKS À LA CROISSANCE

	(en %)	
	T4-2005	Année 2005
Produits agricoles et agro-alimentaires	-0,1	-0,1
Biens manufacturés	0,3	0,4
dont : Biens de consommation	0,1	0,2
Automobile	-0,3	-0,2
Biens d'équipement	0,2	0,1
Biens intermédiaires	0,3	0,3
Produits énergétiques	0,0	-0,1
Autres (construction, services)	0,0	0,0
TOTAL	0,1	0,2

ont procédé à des déstockages massifs au quatrième trimestre de 2005 (-0,3 point). D'après les enquêtes de conjoncture, les stocks d'automobiles sont jugés plus lourds que ceux de l'ensemble de l'industrie (cf. graphique 1). Dans ces conditions, pour répondre à une demande en automobiles moins vigoureuse qu'anticipée dans les rythmes de production passés, les chefs d'entreprise de ce secteur ont logiquement moins sollicité l'appareil productif (la production de la branche automobile s'est contractée de 3,7% au quatrième trimestre) et ont préféré écouler leurs stocks de véhicules.

1



CONTRIBUTION DES STOCKS À LA CROISSANCE

(en %)

	Glissements trimestriels								Moyennes annuelles				
	2004				2005				2006		2004	2005	2006 acquis
	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.			
Variations de stocks ⁽¹⁾ (en Mds d'euros)	0,8	2,9	5,7	3,9	4,0	4,9	3,7	4,2	3,9	3,8	13,3	16,9	
Contribution des stocks ⁽¹⁾ à l'évolution du PIB (en points de PIB)	0,3	0,6	0,7	-0,5	0,0	0,2	-0,3	0,1	-0,1	0,0	0,8	0,2	-0,1

■ Préviation

(1) Les variations de stocks sont y.c. acquisitions nettes d'objets de valeur.

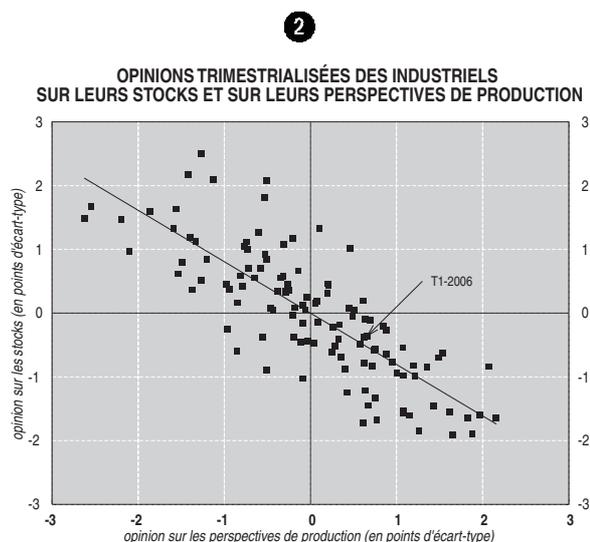
Le stockage resterait soutenu au premier semestre de 2006, sans toutefois accélérer

D'après l'enquête de conjoncture de février, le niveau des stocks⁽¹⁾ est jugé globalement en phase avec l'état des anticipations des industriels (cf. graphique 2). À l'horizon de prévision, il n'y aurait donc pas de correction marquée des variations de stocks par rapport à leur niveau actuel et la dynamique des stocks suivrait l'évolution de ses déterminants traditionnels. Pour se prémunir du risque de rupture de stocks, synonyme de pertes de parts de marché, les entreprises gèrent les stocks de manière à amortir les fluctuations de la demande. Les anticipations de demande des chefs d'entreprise constituent donc un élément essentiel pour expliquer et prévoir le comportement de stockage. Or, les réponses des chefs d'entreprise dans les dernières enquêtes suggèrent une nette amélioration des perspectives de demande, en particulier en provenance de l'étranger. Au cours du premier semestre de 2006, la demande intérieure devrait conserver un bon rythme (contribuant pour 0,6 point à la croissance par trimestre, comme au quatrième trimestre de 2005). Dans ces conditions, les anticipations de demande resteraient bien orientées, continuant de soutenir les stocks au cours du premier semestre de 2006.

En outre, les facteurs financiers qui conditionnent le comportement de stockage demeurent globalement favorables (cf. fiche « Financement de l'économie »). À court terme cependant, le durcissement passé des conditions monétaires et financières alourdirait légèrement le coût d'opportunité du stockage, lorsque les dirigeants d'entreprises arbitrent entre stockage et placement en actifs financiers.

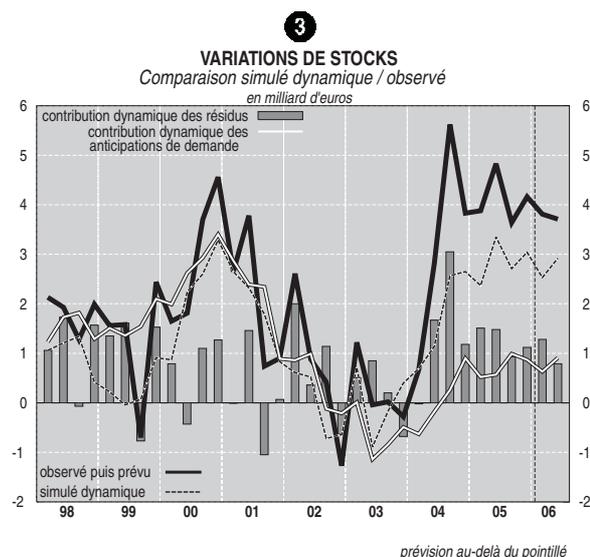
Dans ces conditions, avec des stocks de biens et services continuant de progresser sur des rythmes dynamiques, la contribution à la croissance serait

d'abord négative (-0,1 point) au premier trimestre de 2006, puis neutre au deuxième trimestre (cf. graphique 3). ■



Note de lecture :

chaque point représente la moyenne de trois enquêtes mensuelles de conjoncture. La droite de régression de l'opinion sur les stocks (en ordonnée) sur les perspectives de production (en abscisse) est représentée en ligne continue. Au premier trimestre de 2006 (T1-2006) représente l'enquête de février, le point très proche de la courbe indique que les industriels jugent leurs stocks globalement en ligne avec l'état actuel des perspectives de production. La position du point courant, dans le cadran sud-est, indique que les perspectives sont favorables (supérieures à leur moyenne) tandis que les stocks sont jugés légers (inférieurs à leur moyenne).



Note de lecture :

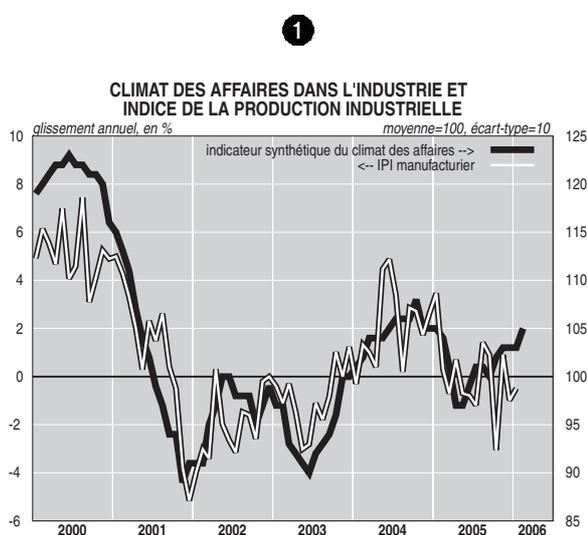
Les prévisions du taux de croissance des stocks sont calculées à partir d'un étalonnage décrit dans la note de conjoncture de décembre 2005.

(1) L'enquête de conjoncture dans l'industrie mesure l'opinion des industriels sur le niveau de leurs stocks de produits finis. Cette notion de stocks est plus restreinte que celle utilisée dans les comptes trimestriels, qui englobe en outre les stocks de matières premières et de produits semi-finis.

Production

Au quatrième trimestre de 2005, la production de l'ensemble des branches a progressé moins rapidement qu'au trimestre précédent (+0,2% après +0,7%). Ce ralentissement est notamment dû au repli de la production manufacturière (-0,5%), particulièrement visible dans la branche automobile (-3,7%). Le repli de la production manufacturière apparaît surprenant au regard des signaux globalement positifs délivrés par les enquêtes de conjoncture et ne serait que temporaire. La production énergétique a également reculé au dernier trimestre de 2005, principalement du fait du repli de la consommation des ménages en produits énergétiques. L'activité commerciale et la production de services ont continué de croître mais moins fortement qu'au troisième trimestre. En outre, le net recul de l'investissement des entreprises en conseil et assistance a pesé sur l'activité des services aux entreprises. En revanche, la production du secteur des transports a conservé un rythme de croissance assez soutenu.

D'après les dernières enquêtes de conjoncture, le climat des affaires est bien orienté au début de 2006 dans l'industrie manufacturière et dans les services marchands. Ainsi, la production manufacturière se redresserait, sous l'effet d'une demande jugée plus vigoureuse. Elle contribuerait à stimuler l'activité dans les services marchands, qui regagnerait un peu de vigueur. La consommation des ménages favoriserait encore l'activité commerciale. Celle-ci conser-



verait un rythme de croissance soutenu, de même que les services de transports. Enfin, la production d'énergie augmenterait à nouveau. Au total, la production de l'ensemble des branches serait plus dynamique en ce début d'année et progresserait de 0,7% puis 0,6% aux premier et deuxième trimestres de 2006. En juin, l'acquis de croissance pour l'année 2006 s'élèverait alors à 1,6%.

PRODUCTION PAR BRANCHE

	Glissements trimestriels									Moyennes annuelles			
	2004			2005			2006			2004	2005	2006 acquis	
	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.			
Agroalimentaire (6,9%)	2,2	0,8	-0,1	-1,0	-1,5	-0,9	-0,3	-0,1	0,0	0,0	2,6	-2,9	-0,4
Produits manufacturés (22,4%)	0,3	1,6	0,2	0,7	-0,3	0,2	0,2	-0,5	0,9	0,5	2,3	0,9	1,0
Énergie (3,6%)	-0,2	-1,3	1,0	0,2	2,0	-0,7	1,0	-1,1	0,9	0,2	2,3	2,0	0,5
Construction (6,0%)	0,5	0,6	0,3	0,7	0,9	0,3	0,8	0,3	0,6	0,9	2,7	2,5	2,0
Commerce (9,7%)	0,7	1,2	-0,1	1,2	0,6	0,1	1,3	0,7	0,9	0,7	2,4	2,7	2,7
Transports (4,6%)	1,3	1,0	1,1	-0,4	-0,1	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7	4,0	1,3	2,1
Activités financières (4,9%)	0,9	1,2	1,2	1,5	1,5	1,0	1,3	1,0	1,2	1,2	2,6	5,3	3,8
Autres services marchands (28,6%)	0,4	0,8	0,2	0,9	0,6	0,2	0,8	0,4	0,6	0,6	2,3	2,3	1,8
Services non marchands (13,3%)	0,5	0,5	0,0	0,6	0,1	0,3	0,8	0,4	0,5	0,5	2,1	1,5	1,7
Total	0,6	0,9	0,3	0,7	0,3	0,1	0,7	0,2	0,7	0,6	2,4	1,6	1,6

Prévision

L'activité manufacturière se redresserait modérément au premier semestre de 2006, limitée par le recours toujours massif aux importations...

La production manufacturière a reculé de 0,5% au quatrième trimestre de 2005. Ce repli tient essentiellement à une forte baisse de la production dans la branche automobile (-3,7%), car les constructeurs ont largement puisé dans leurs stocks pour répondre à la demande. Hors automobile, la production manufacturière aurait stagné. Parallèlement, le repli des exportations explique en partie les résultats modestes de la branche des biens d'équipement. En revanche, la production de biens intermédiaires a continué d'augmenter.

L'évolution de l'activité industrielle au quatrième trimestre de 2005 apparaît surprenant au regard des signaux globalement positifs délivrés par les enquêtes de conjoncture. En particulier, l'indicateur synthétique du climat des affaires est en hausse quasi continue depuis le second semestre de 2005. Aussi ce repli s'apparenterait-il à un phénomène temporaire. De façon analogue, on observe fin 2005 un écart entre les enquêtes de conjoncture et l'activité globale en Allemagne et en Italie (cf. fiche « Conjoncture dans la zone euro »).

L'activité manufacturière se redresserait début 2006 : son rythme de croissance atteindrait 0,9% au premier trimestre. En effet, l'orientation favorable de la conjoncture industrielle en ce début d'année laisse augurer une amélioration de l'activité : l'indicateur synthétique du climat des affaires s'inscrit en hausse dans l'enquête de conjoncture de février 2006, s'établissant assez nettement au-dessus de son niveau de long terme. En particulier, la demande étrangère est désormais jugée vigoureuse par les chefs d'entreprise.

... et soutiendrait la production de services marchands

Au cours du dernier trimestre de 2005, la production de services marchands s'est infléchie (+0,4% par rapport au troisième trimestre après +0,8% au trimestre précédent). Ce ralentissement de l'activité a touché à la fois le secteur des services aux entreprises et celui des services aux particuliers. Dans le premier secteur, il s'explique notamment par un net recul des investissements en activités de conseil et assistance. Dans le second, il résulte en partie d'un essoufflement de la consommation des ménages en activités récréatives, culturelles et sportives. En revanche, les activités immobilières ont continué de croître à un rythme soutenu.

Au second semestre de 2006, la production augmenterait plus vite dans l'ensemble des services marchands (+0,6% aux premier et deuxième trimestres). En effet, d'après les dernières enquêtes de conjoncture, le climat des affaires reste bien

orienté en ce début d'année. En particulier, les chefs d'entreprise interrogés en février anticipent une accélération de l'activité dans les services marchands au cours des prochains mois.

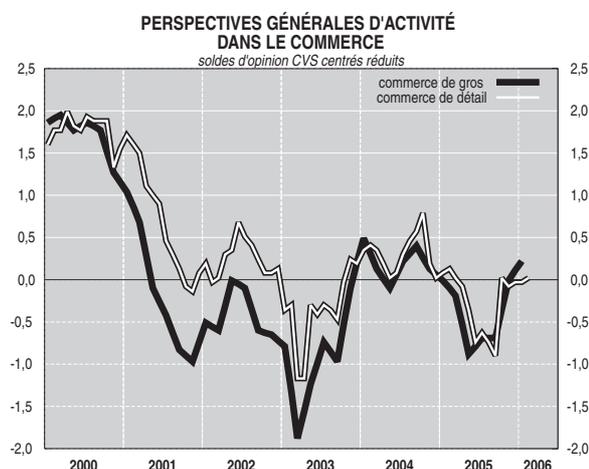
La production de services non marchands a décéléré au quatrième trimestre de 2005 (+0,4% après +0,8% au trimestre précédent), notamment sous l'effet d'un ralentissement des dépenses individualisables des administrations publiques en services de santé. Au cours du premier semestre de 2006, son rythme de croissance se stabiliserait à 0,5 % par trimestre.

Au premier semestre de 2006, l'activité commerciale continuerait de croître à un rythme assez soutenu, en lien avec les dépenses de consommation des ménages

Au dernier trimestre de 2005, l'activité commerciale a continué de croître mais moins rapidement qu'au troisième trimestre. D'après les réponses des entrepreneurs à l'enquête de conjoncture, l'activité dans le commerce de détail se stabiliserait au début de 2006. La situation serait moins bonne dans la grande distribution généraliste que dans le commerce spécialisé. Les intentions de commandes pour les prochains mois sont stables, mieux orientées dans le commerce spécialisé que dans le commerce généraliste. Les perspectives générales d'activité sont également stables et conservent leur niveau moyen depuis plusieurs mois (cf. graphique 2), augurant une croissance de la consommation des ménages toujours soutenue au cours des mois à venir (cf. fiche « Consommation et investissement des ménages »).

Dans le commerce de gros, les chefs d'entreprise interrogés en janvier témoignent d'une conjoncture plus favorable : leurs ventes ont progressé et leurs intentions de commandes se maintiennent. Leur activité bénéficie notamment de la robustesse de la consommation des ménages. Toutefois, leur activité à l'étranger est plus contrastée, car leurs ventes se

2



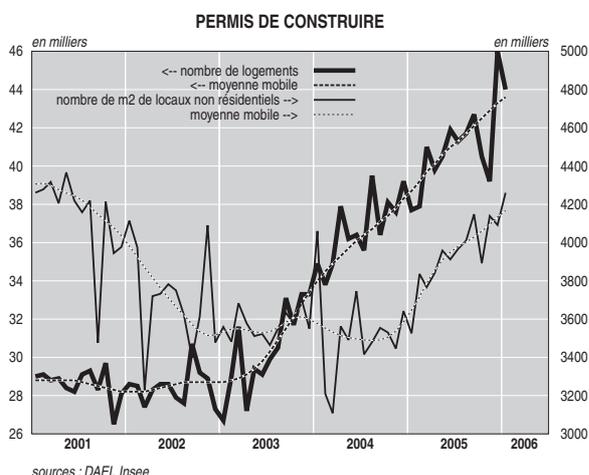
sont tassées, en particulier pour les exportations de biens intermédiaires. Les grossistes ne prévoient pas de ralentissement du commerce au premier trimestre de 2006. En particulier, la bonne tenue des ventes de biens d'équipement laisse entrevoir des investissements supplémentaires de la part des entreprises au cours du premier semestre (cf. fiche « Investissement des entreprises »).

L'activité dans la construction resterait porteuse début 2006

Au quatrième trimestre de 2005, l'activité du secteur de la construction a poursuivi sa progression. Sur l'ensemble de l'année 2005, sa croissance s'élève à 2,5%. L'année 2006 s'oriente vers un rythme de croissance similaire. En effet, le dynamisme de l'activité du bâtiment est toujours soutenu par la demande des ménages, qui bénéficient de conditions fiscales et bancaires favorables. Ainsi, le nombre de permis de construire délivrés ces derniers mois, notamment de logements collectifs, a poursuivi sa progression (cf. graphique 3). Parallèlement, les autorisations de construire de bâtiments non résidentiels restent orientées à la hausse. L'investissement des sociétés non financières se maintient dans le bâtiment, mais se replie dans les travaux publics.

Ainsi, l'activité du secteur de la construction augmenterait de 0,6% au premier trimestre de 2006 puis de 0,9% au deuxième trimestre. Les dernières enquêtes de conjoncture confirment la bonne santé du secteur, tant dans le bâtiment, où les niveaux des carnets de commandes restent exceptionnels, que dans les travaux publics. De plus, les entrepreneurs du secteur du BTP se déclarent toujours contraints dans leur production par l'insuffisance de main-d'œuvre. L'utilisation en prévision du nouvel indicateur de retournement dans le bâtiment confirme également la robustesse de la croissance de ce secteur (cf. dossier « Analyse de la conjoncture du bâtiment depuis 1980 et construction d'un indicateur de retournement »). Par ailleurs, cet hiver plus froid que la normale pourrait conduire à des re-

3



ports de chantier. Seul indice de fragilité pour les mois à venir : les promoteurs immobiliers interrogés en janvier laissent entrevoir un plafonnement de la demande de logements neufs.

Les services de transports et l'énergie seraient également bien orientés

Au quatrième trimestre de 2005, la production d'énergie s'est repliée de 1,1% principalement du fait de la baisse de la consommation des ménages en produits énergétiques. En moyenne annuelle, la production a augmenté de 2,0% en 2005 par rapport à 2004. Le taux d'indépendance énergétique de la France s'élève à 47,1% en recul de 0,2 point par rapport à 2004. Au premier trimestre de 2006, la production énergétique se redresserait, stimulée notamment par la production manufacturière.

Les services de transports ont été assez dynamiques en fin d'année 2005 et devraient le rester début 2006. À cet égard, les transporteurs routiers de marchandises interrogés en janvier indiquent une amélioration de leurs perspectives d'activité.

Après un recul en 2005, la production agricole et agroalimentaire pourrait être perturbée au premier semestre 2006 par la crise de la filière avicole

En 2005, la production de céréales a diminué de façon sensible (-9,7% par rapport à 2004). Les surfaces semées en céréales d'hiver pour la campagne de 2006 seraient légèrement supérieures aux superficies récoltées en 2005. La production viticole suit la même tendance. En 2005, elle a baissé de 10% par rapport à 2004 et de 3% par rapport à la production moyenne des cinq dernières années. La dégradation des cours se poursuit globalement en France, pour toutes les catégories de vins.

Après deux années de baisse, la production bovine a légèrement augmenté en 2005 (+1,0%). Toutefois, la baisse de l'offre destinée aux abattages a favorisé la fermeté des cours ; ainsi les cours des gros bovins ont augmenté de 8,4%. En 2006, la production bovine devrait se stabiliser (+0,2%). La production porcine a baissé de 1,1% en 2005. Cette baisse devrait se poursuivre à un rythme similaire en 2006. La production de volaille, qui décroît depuis 2002, a poursuivi cette tendance en 2005. Du fait de l'apparition de la grippe aviaire, une forte baisse de la production et des cours est à craindre en 2006.

Dans l'industrie agroalimentaire, la production de viande et de lait a augmenté de 0,3% au quatrième trimestre et de 0,7% sur l'ensemble de l'année 2005. Cette augmentation se poursuivrait début 2006. ■

ENCADRÉ 1 : UNE PREMIÈRE ESTIMATION DES EFFETS ÉCONOMIQUES DE LA GRIPPE AVIAIRE EN FRANCE (CANTONNÉE AUX ANIMAUX)

Contexte sanitaire

La grippe aviaire est une maladie animale liée au virus H5N1. Dans quelques cas répertoriés par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le virus de la grippe aviaire a pu se transmettre à l'homme par le biais des sécrétions respiratoires des animaux infectés, leurs déjections ou les plumes et les poussières souillées. À ce stade, selon l'OMS, seules les personnes qui ont des contacts étroits, prolongés et répétés avec des animaux malades sont exposées à une contamination par le virus aviaire.

Le 18 février, ce virus a été détecté en France et le 25 février, un élevage de dindes a été contaminé dans le département de l'Ain. Par ailleurs, au 1^{er} mars, 43 pays ont imposé un embargo sur les volailles françaises.

Un « coup de bec » au commerce extérieur

D'un point de vue économique, la grippe aviaire touche la production agro-alimentaire avicole qui représente 4,1% de la production agricole et 2,2% de l'industrie agro-alimentaire. Dans une hypothèse où le virus resterait cantonné aux animaux, la grippe aviaire aurait essentiellement un impact sur les exportations avicoles de la France. Par ailleurs, si une chute de la consommation de volailles est déjà constatée et devrait être d'ampleur conséquente, l'impact sur la consommation alimentaire globale des ménages devrait être limité, ceux-ci se reportant sur d'autres viandes telles que le porc.

En considérant l'embargo total des pays qui l'ont signifié et en anticipant un repli de 10% des importations des autres pays, les exportations avicoles se replieraient de 22% dès le premier trimestre de 2006, soit une perte d'environ 70 millions d'euros. Sur l'ensemble du secteur agro-alimentaire, ceci se traduirait par un repli de 0,7% des exportations.

Une croissance peu affectée

Concernant l'agriculture, les Comptes Nationaux Trimestriels disposent d'indicateurs trimestriels de la production à un niveau fin qui permettent notamment d'isoler la volaille. L'impact de la grippe aviaire devrait être également très visible sur la production de l'industrie agro-alimentaire, via l'indice de la production industrielle de cette branche. Le repli devrait surtout être enregistré au deuxième trimestre : dans un premier temps, les abattages de volaille ne cesseraient pas, et la chute des demandes interne et externe se traduirait par une montée des stocks. Dans un second temps, l'adaptation de la production interviendrait, faisant chuter l'activité.

En termes de production, l'impact sur les exportations avicoles se traduirait par une baisse de 0,02% de la croissance du PIB du premier trimestre 2006. Selon l'ampleur

de la chute de la consommation de volailles, mais aussi selon le degré et l'orientation de la substitution de la consommation alimentaire, l'impact final sur le PIB pourrait être plus important.

En cas de transmission de la maladie à d'autres espèces d'animaux, l'impact serait sans doute plus net, les importations agricoles pouvant alors se substituer à la production nationale. Enfin, l'impact en cas de mutation du virus et de contamination inter-humaine serait beaucoup plus important et dépasse le cadre de cette prévision.

Un léger impact inflationniste

L'analogie avec l'épizootie d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) de 2001 constitue un bon point de départ pour évaluer l'effet de la grippe aviaire sur les prix à la consommation en France.

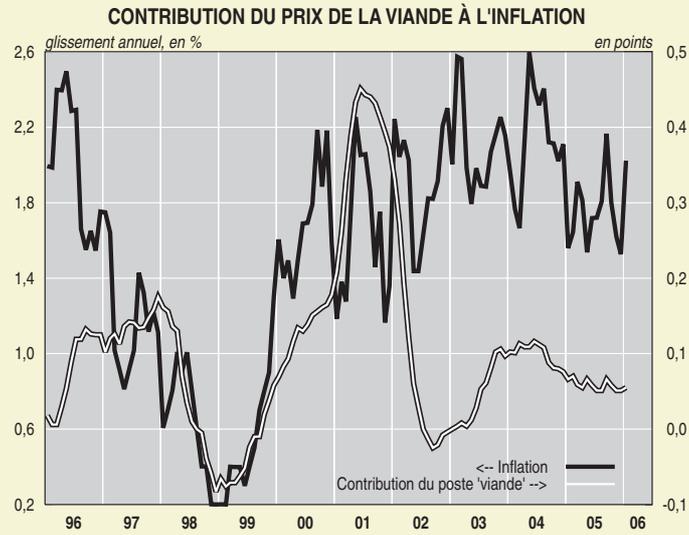
À l'été 2001, le glissement annuel des prix de la viande de bœuf s'établissait à 4,5%, tandis que celui « toutes viandes confondues » était au-dessus de 9,0%. Les consommateurs avaient alors substitué les autres viandes au bœuf, augmentant la demande en volaille, agneau et porc et accélérant donc les prix. En absence de régulation, cet effet aurait été contrebalancé, en partie, par le ralentissement des prix du bœuf. Cependant, dans le cadre de la Politique Agricole Commune, des mesures ont soutenu le prix du bœuf. Par ailleurs, la mise en place de label et les efforts des éleveurs pour produire une viande de qualité ont engendré des surcoûts et limité le ralentissement des prix. Ainsi, la contribution moyenne sur 2001 du poste viande à l'inflation d'ensemble s'établissait à environ 0,4 point (*cf. graphique*) dont 0,3 point peuvent être attribués à l'ESB.

Ce mécanisme inflationniste peut être transposé au cas de la grippe aviaire sous l'hypothèse de non-transmission à l'Homme. On assiste bien à une baisse de la consommation de volaille. En outre, celle-ci est supérieure à celle de bœuf (environ 21,4 kg par habitant en 2003, contre 14,7 kg pour le bœuf). Le poids des volailles, dans le calcul de l'indice des prix à la consommation, s'établit à 0,6% en 2006, soit un peu moins que le bœuf (0,9%), celui de la viande étant de 4,1%.

Aussi, sous les hypothèses d'une baisse d'environ 10% des prix de la volaille et d'une augmentation concomitante de 5% sur les autres viandes, l'effet net de l'épidémie de grippe aviaire sur l'inflation d'ensemble serait de 0,1 point à la hausse.

Cet effet, a priori de courte durée, pourrait être plus important si les œufs et les produits alimentaires transformés à base de volaille étaient concernés. ■

ENCADRÉ 1 (SUITE) : UNE PREMIÈRE ESTIMATION DES EFFETS ÉCONOMIQUES DE LA GRIPPE AVIAIRE EN FRANCE (CANTONNÉE AUX ANIMAUX)



La production dans la branche automobile a baissé de 3,7% au quatrième trimestre de 2005, après le recul de 3,8% observé le trimestre précédent. Sur l'ensemble de l'année 2005, la production automobile recule de 1,3%, après une croissance de +4,1% en 2004. Cette évolution résulte essentiellement de mouvements de stocks et des faibles performances à l'exportation. Si l'enquête de conjoncture dans l'industrie pointe une situation très détériorée du secteur, elle ne reflète pas l'ampleur du repli enregistré. Au niveau européen, le décrochage de la production automobile française intervient quelques années après celui de l'Italie et de l'Espagne, alors que la filière continue sa progression en Allemagne.

Les variations de la production automobile s'expliquent essentiellement par le profil des stocks et des exportations depuis 2000

En terme d'équilibre ressources-emplois, les composantes principales de la production⁽¹⁾ automobile sont la consommation des ménages, les flux de commerce extérieur et les consommations intermédiaires en automobiles. Pourtant, les variations trimestrielles de la production s'expliquent principalement par la dynamique des stocks et des exportations⁽²⁾ (cf. graphique 1).

Ainsi, le dynamisme de la production automobile en 2004 (+4,1%) s'explique par un gonflement important des stocks (contribution des variations de stocks de +3,0%) et non par la demande. Le dégonflement des stocks de 2005 conduit logiquement à une forte contribution négative (-2,6%) et à un repli de la production (-1,3%) en l'absence de reprise des exportations.

(1) La production mentionnée ici est la production produit utilisée dans l'équilibre ressources-emplois. Elle se distingue de la production branche qui est nette des transferts.

(2) Compte tenu de la méthode de calcul des consommations intermédiaires et du poids de l'autoconsommation (77%), la contribution des consommations intermédiaires en automobiles n'est pas informative.

Le diagnostic donné par l'enquête de conjoncture dans l'industrie est en phase avec le profil de la production automobile mais ne capte pas sa volatilité

La conjoncture dégradée du secteur automobile, notamment depuis deux trimestres, est confirmée par les chefs d'entreprise à travers l'enquête de conjoncture sur la situation et les perspectives dans l'industrie. Ainsi, selon les industriels de la branche automobile interrogés en janvier 2006, l'activité passée avait nettement ralenti. Parallèlement, l'opinion sur les stocks de produits finis continuait de décroître pour s'établir à un niveau considéré comme normal. Les carnets de commandes globaux restaient jugés assez dégarnis et la demande étrangère s'essouffait. Les perspectives personnelles de production pour les trois mois à venir se maintenaient pour leur part à un niveau reflétant une activité anticipée assez faible.

Si l'information qualitative résumée par les soldes d'opinion montre une dégradation de la conjoncture dans la branche automobile, il est intéressant d'évaluer quantitativement l'ampleur de cette dégradation, en termes de production. Pour ce faire, on relie les évolutions du taux de croissance trimestriel de la production automobile avec les soldes d'opinion de l'enquête, via l'équation linéaire suivante, dont les coefficients ont été estimés par la méthode des moindres carrés ordinaires :

$$TCT(t) = 0,73 + 0,025 PRDPRE_2(t) + 0,035 PRDPRE_1(t) + 0,028.[PRDPA_1(t) - PRDPA_3(t-1)] - 0,050.[STOCKS_2(t-1) - STOCKS_1(t-1)]$$

avec les notations suivantes :

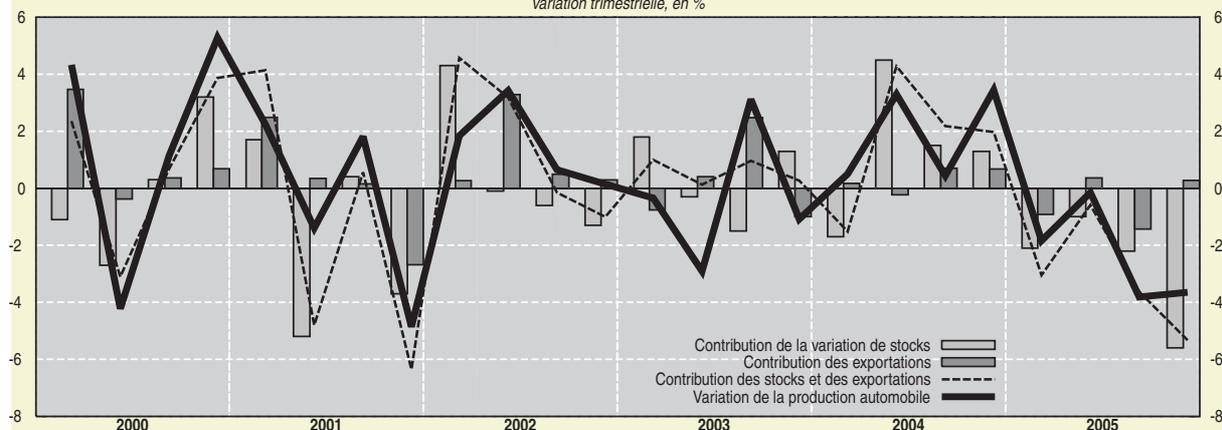
TCT(t) : variation trimestrielle de la production dans la branche automobile au trimestre t.

PRDPRE_i(t) : solde d'opinion relatif à l'évolution de la production au cours des trois prochains mois, au mois i du trimestre t.

1

CONTRIBUTIONS DES STOCKS ET DES EXPORTATIONS À L'ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION AUTOMOBILE

variation trimestrielle, en %



PRDPA_i(t) : solde d'opinion relatif à l'évolution de la production au cours des trois derniers mois, au mois i du trimestre t.

STOCKS_i(t) : solde d'opinion relatif aux stocks de produits finis au mois i du trimestre t.

L'enquête sur la situation et les perspectives dans l'industrie ne permettait pas d'anticiper un recul aussi prononcé de la production dans la branche automobile sur la période récente : l'étalonnage suggérait en effet 0,2% puis -0,7% aux troisième et quatrième trimestres de 2005, contre -3,8% puis -3,7% finalement enregistrés dans les Comptes trimestriels. Au premier trimestre 2006, l'étalonnage suggère que l'activité dans la branche automobile devrait poursuivre son repli (-0,7%) (cf. graphique 2).

Disparités de la conjoncture industrielle automobile dans la zone euro

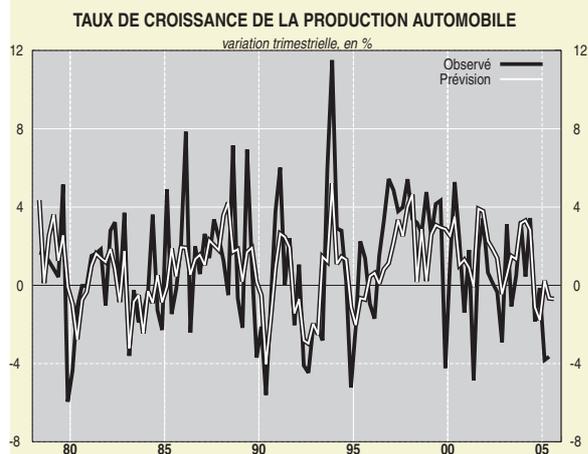
Entre 1990 et 2005, l'Indice de la production industrielle (IPI) de l'industrie automobile de la zone euro a augmenté régulièrement sur un rythme de 0,23% par mois, soit une

croissance annuelle moyenne de 2,8%. Après une période difficile jusqu'en 1993 (qui s'est même traduite par une récession en Italie avec un recul de l'activité de 40% en trois ans), tous les grands pays de la zone euro (France, Allemagne, Italie, Espagne) ont connu une augmentation régulière de l'IPI automobile (indice basé 100 en 2000) qui est passé d'environ 60 à 100 en six ans, soit une croissance annuelle moyenne de 8,9% (cf. graphique 3).

A partir de 2000, la conjoncture industrielle automobile présente des profils très disparates selon les pays. En effet, alors qu'en Allemagne et en France l'activité continue sur un rythme soutenu (+60% environ au cours des dix dernières années), l'industrie automobile stagne en Espagne et se replie en Italie.

Depuis novembre 2004, l'IPI automobile français a décroché à son tour : il perd en moyenne un point par mois alors que l'Allemagne continue sa progression sur un rythme néanmoins un peu ralenti. ■

2



3



Résultats des entreprises

Le taux de marge⁽¹⁾ des entreprises non financières en 2005 a subi le décalage entre les variations des salaires et de la productivité, dans un contexte de choc pétrolier amorti. L'accélération du pouvoir d'achat du salaire moyen par tête alors que les gains de productivité étaient réduits explique la diminution du taux de marge de 0,4 point en 2005.

Au premier semestre de l'année 2006, le taux de marge augmenterait de 0,3 point, car les gains de productivité et surtout le rétablissement du prix de la valeur ajoutée compenseraient le dynamisme des salaires.

Les marges des entreprises ont légèrement diminué en 2005

Sur le champ des entreprises non financières (sociétés non financières y compris entrepreneurs individuels non financiers) résidentes en France, l'excédent brut d'exploitation a ralenti en 2005, à +1,1% après +3,0%. Ce ralentissement résulte de la valeur ajoutée et des salaires : la valeur ajoutée ralentit de +3,2% à +2,2% tandis que la masse salariale accélère, de +2,8% à +3,2%. Par ailleurs, de nouvelles informations concernant l'agriculture causent une révision à la baisse de l'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels pour 2005 qui contribue pour un cinquième à la variation de 2005.

(1) Le taux de marge mesure la part de la valeur ajoutée qui rémunère le capital. Sa variation se décompose de façon comptable entre :

- les évolutions de la productivité (Y/L) et du ratio du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation (Pva/Pc), ces évolutions jouant positivement ;
- les évolutions du pouvoir d'achat du salaire moyen par tête (SMPT/Pc) et du taux de cotisation (W/SMPT) employeur jouent négativement.

L'équation suivante récapitule la décomposition (cf dossier de la note de conjoncture de juin 2003) :

$$TM = \frac{EBE}{VA} \approx 1 - \frac{W.L}{Y.P_{va}} = 1 - \frac{L}{Y} \frac{W}{SMPT} \frac{P_c}{P_{va}}$$

Le niveau du taux de marge des entreprises non financières est plus faible en base 2000 qu'en base 1995. Les consommations intermédiaires des ENF incluent dorénavant des consommations en services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM), elles sont donc revues à la hausse. Comme les coûts d'exploitation restent inchangés, la valeur ajoutée diminue. Enfin, l'excédent brut d'exploitation varie du même montant que la valeur ajoutée. Par conséquent, le taux de marge baisse.

(2) Voir le dossier de la note de conjoncture de décembre 2005.

Le premier semestre de 2006 connaîtrait un retour progressif à l'équilibre du partage des gains de productivité

Au premier semestre de l'année 2006 les salaires ralentiraient dans un contexte de gains de productivité constants, de sorte que la contribution de ces facteurs se redresserait progressivement.

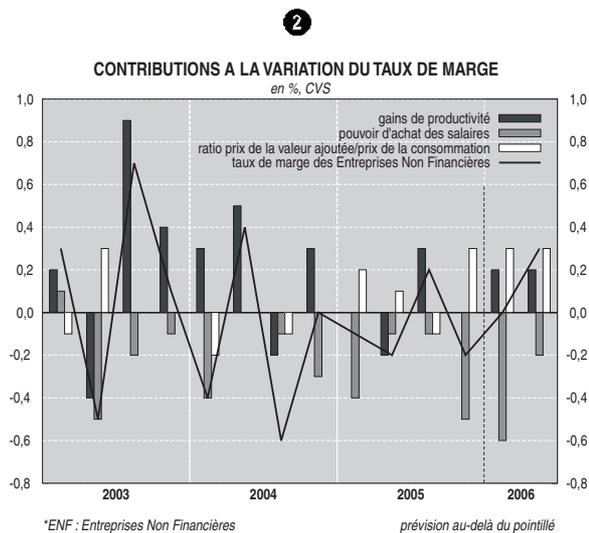
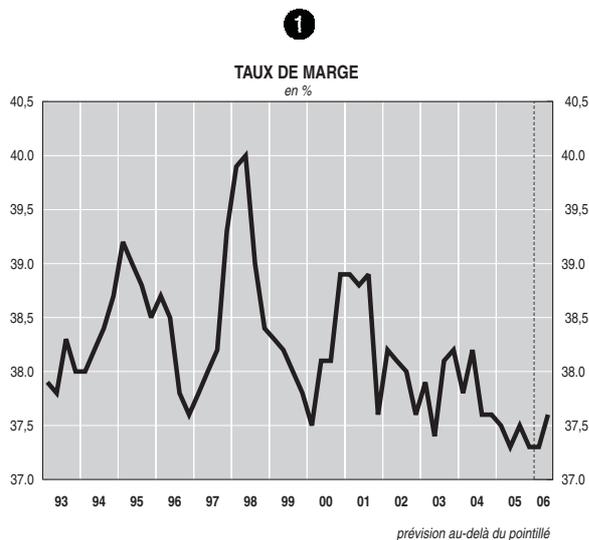
La reprise d'activité au premier semestre (+1,0% en glissement semestriel) se répercuterait lentement sur l'emploi, qui continuerait de croître à un rythme modéré. En contrepartie de ces gains de productivité (0,9% en glissement semestriel), les salaires connaîtraient une croissance dynamique. Le SMPT des ENF augmenterait en effet de 1,6% en glissement semestriel ; comme les prix à la consommation resteraient contenus, le salaire réel serait dynamique. Les cotisations sociales ne contribueraient que marginalement au changement du taux de marge (cf. *encadré Modifications de taux, dans la fiche « Revenu des ménages »*).

Néanmoins, l'évolution des salaires et de la production ce semestre augurerait d'un retour à l'équilibre.

Le taux de marge augmenterait au premier semestre, grâce au redressement du prix de la valeur ajoutée par rapport aux prix à la consommation

L'année 2005 est marquée par un choc pétrolier⁽²⁾, aujourd'hui en grand partie amorti, dont les effets temporels diffèrent suivant le type de prix considéré. Ainsi, les prix à la consommation et les prix des consommations intermédiaires ont accéléré à partir du deuxième trimestre de 2005. Les entreprises n'ont pas répercuté immédiatement ces hausses sur leurs prix de vente, ce que reflète la hausse limitée du prix de la valeur ajoutée (+0,4% aux deuxième et troisième trimestres). Ces mouvements ont concouru à diminuer le taux de marge.

À l'inverse, depuis le quatrième trimestre, et cet effet se poursuivrait au premier semestre, le prix de la valeur ajoutée croîtrait sensiblement, de +0,7% chaque trimestre. Dans le même temps, les prix à la consommation (cf. *fiche « Prix à la consommation »*) ont connu une croissance limitée. Ces deux éléments provoqueraient un redressement du taux de marge au premier semestre de 2006.



Finalement, le ratio des prix de la valeur ajoutée au prix à la consommation contribuerait nettement à l'augmentation du taux de marge au premier semestre de 2006 ; celui-ci se redresserait en effet de 0,3 point à 37,6%. ■

DÉCOMPOSITION DU TAUX DE MARGE DES ENF

(en %)

	Variations trimestrielles								Variations annuelles				
	2004				2005				2006		2004	2005	2006 acquis
	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.			
Taux de marge (en %)	37,8	38,2	37,6	37,6	37,5	37,3	37,5	37,3	37,3	37,6	37,8	37,4	37,6
Variation du taux de marge	-0,4	0,4	-0,6	0,0	-0,1	-0,2	0,2	-0,2	0,0	0,3	-0,1	-0,4	0,2
Contributions à la variation du taux de marge													
<i>des gains de productivité</i>	0,3	0,5	-0,2	0,3	0,0	-0,2	0,3	0,0	0,3	0,2	1,2	0,2	0,5
<i>du pouvoir d'achat du salaire par tête</i>	-0,3	-0,0	-0,2	-0,2	-0,5	-0,1	-0,1	-0,4	-0,5	-0,2	-0,8	-1,0	-1,0
<i>du taux de cotisation employeur</i>	-0,1	-0,0	0,1	-0,1	0,1	-0,0	-0,0	-0,1	-0,1	-0,0	-0,1	0,1	-0,1
<i>du ratio du prix de la valeur ajoutée et du prix de la consommation</i>	-0,2	0,0	-0,1	0,0	0,2	0,1	-0,1	0,3	0,3	0,3	-0,2	0,2	0,7
<i>Autres éléments</i>	-0,1	-0,1	-0,2	0,0	0,1	0,0	0,1	-0,0	0,0	0,0	-0,2	0,1	0,1
Rappel													
Valeur ajoutée des ENF aux prix de 2000	0,5	0,8	-0,3	0,5	0,0	-0,2	0,6	0,1	0,6	0,4	2,0	0,6	1,1
Emploi des ENF	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,3	0,4
Salaires moyens par tête des ENF	0,9	0,6	0,7	0,7	0,9	0,5	0,6	0,8	1,1	0,5	2,8	2,8	2,5
Prix de la consommation	0,4	0,5	0,3	0,3	0,1	0,3	0,5	0,2	0,2	0,2	1,5	1,2	0,8
Prix des consommations intermédiaires	0,6	0,8	1,1	0,6	0,2	0,6	0,8	0,5	0,4	0,3	1,9	2,3	1,6
Prix de production	0,3	0,7	0,6	0,5	0,3	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5	1,5	2,0	1,7
Prix de la valeur ajoutée	0,0	0,5	0,1	0,4	0,5	0,4	0,4	0,7	0,7	0,7	1,1	1,6	1,9

■ Prévision
Source : Insee